



**Arrêté temporaire n°2026-AT-17  
Portant réglementation de la circulation**

**Remplacement poteau télécom en lieu et place**

**Au droit du n°1111 ROUTE DU BROST**

Madame le Maire,

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

**VU** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1,

**VU** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,

**VU** la demande en date du 20/01/2026 émise par SOLUTIONS30 demeurant 2229 route des Crêtes 06560 VALBONNE représentée par Monsieur Didier BLAISE aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation,

**CONSIDÉRANT** que des travaux remplacement de poteau télécom en lieu et place rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 09/02/2026 au 22/02/2026 ROUTE DU BROST,

**ARRÊTE**

**Article 1**

À compter du 09/02/2026 et jusqu'au 22/02/2026, la circulation est alternée par feux ou K10 de 08 h 00 à 18 h 00 au droit du n°1111 ROUTE DU BROST.

**Article 2**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, SOLUTIONS30.

**Article 3**

Madame le Maire, Monsieur le Commandant de gendarmerie et la Police Municipale sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Gassin, le 20 janvier 2026  
Madame le Maire

  
Anne-Marie Waniart



**DIFFUSION:**

- *SOLUTIONS30*
- *Madame le Maire*
- *Monsieur le Commandant de gendarmerie*
- *La Police Municipale*
- *Monsieur le Commandant des sapeurs pompiers*

*Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

*Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des*

*données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.*

*Publié par voie électronique sur le site internet le : 22 JAN. 2026*